



La lettre du Président

A chacune et chacun,
Militantes et Militants,

A la rencontre de celles et ceux parmi vous, témoins de notre Parti auprès de concitoyens dans nos villages et dans nos villes, le Bénin profond s'est encore offert à nous cette semaine, dans sa diversité joyeuse, dans sa pureté naturelle ainsi que dans ses difficultés toujours insupportables.

L'accès périlleux, à maints endroits, à Pérèrè ou à Nikki, à Gogounou ou à Kandi, aux infrastructures routières, à l'énergie électrique, à l'eau et aux soins de santé, donne la mesure des efforts encore à consentir pour célébrer la vie et souder la Nation.

Vous avez, dans une discipline militante et une ardeur patriotique, exprimé à vos députés ainsi qu'aux membres du Bureau Politique les fortes préoccupations ainsi que les exigeantes attentes dont la prise en compte conditionne la confiance que le peuple accorde à notre Parti à travers ses suffrages.

Les membres du Présidium auxquels se joint le camarade Louis Gbehounou Vlavonou, Président de l'Assemblée nationale nous prient de vous transmettre, avec leur reconnaissance militante, leur encouragement enthousiaste à servir et à défendre le Parti, pour la délicate attention dont, partout vous les avez honoré et que chacun a renouvelé pour ensemble en traduire l'intensité auprès de nos populations.

A la vérité, deux sujets ont paru transcender les préoccupations exposées, auxquelles il convient de rappeler, avec sérénité, les réponses nécessaires.

La première préoccupation, relevant de la politique politicienne, vise à atteindre notre Parti sur le registre familial de l'ethnocentrisme : l'Union Progressiste le Renouveau serait un parti du Sud. Le fait d'y penser est un mépris au fabuleux dessein politique de la construction et de la consolidation de la Nation dont la réforme du système partisan est l'une des poutres de la réalisation

Les exigences de la loi portant charte des partis politiques en République du Bénin font de chaque parti reconnu, le berceau et l'horizon de la Nation aussi bien dans sa formation, dans son fonctionnement que dans son financement.

L'Union Progressiste le Renouveau, le Parti que la Nation par ses deniers, finance plus que tous les autres, est le Parti qui l'incarne le mieux cette Nation et la représente avec fidélité.

Le fait de le suggérer, est une injure à nos concitoyens qui, par leurs suffrages massifs, ont élu, près de 60% de leurs représentants (maires, députés et conseillers) sur la liste de l'Union Progressiste le Renouveau.

Même par temps de tension ou de tempête politique, chacun doit se garder d'affaiblir l'œuvre collective mais difficile de forge d'une Nation forte, dynamique, porteuse des valeurs qu'à travers les âges, nos ancêtres nous ont transmises.

Il faut enfin se garder d'être trop prétentieux sur une appartenance ethnique qui serait indiscutable : aussi bien que la paternité n'est qu'une présomption, l'appartenance ethnique est une détermination sociale et non génétique. C'est ce que nous enseigne notre Constitution à travers la devise de notre État qui nous établit tous en frères.

A bien y penser, le Bénin est un merveilleux État dont les ressortissants sont des frères avant d'être des citoyens !

La seconde préoccupation, relevant de l'intérêt politique immédiat, nous saisit sur la question de la promotion des «cadres», cette notion, d'une fixité géométrique et statique, paraissant réductrice des ambitions éclairantes des élites intellectuelle, professionnelle, traditionnelle et du monde des affaires.



La lettre du Président

Dans chaque localité, la question est élevée en préoccupation forte, lancinante et exigeante.

Il est vrai que la compétition politique a toujours établi en pratique une forme de clientélisme contraire aux exigences d'une gouvernance de qualité dans un État condamné à surmonter les défis de son existence et de sa pérennité. La préoccupation nous est adressée avec constance et insistance en raison du constat malheureux que certains groupes transforment en chéquiers politiques les nominations dont les feuillets sont distribués pour «fidéliser» les bases politiques.

A continuer de procéder ainsi, les fissures avec la ligne politique stratégique suivie depuis 2016 seront, à cet égard, davantage ouvertes alors même qu'il s'agit d'une mauvaise solution à un vrai problème.

Si, du côté des militants, on cherche une solution politique au problème de l'emploi, le recours au décret ou à l'arrêté, qui sont des actes essentiellement précaires et révoquables exposent les bénéficiaires à créer des charges permanentes avec des ressources circonstanciées et à entretenir un rapport d'intérêt non militant avec le Parti et non institutionnel et non professionnel avec l'Etat.

Par ailleurs, à la supposer opportune, la promotion par décret dans ces conditions n'est, politiquement, ni juste, ni équitable encore moins sérieuse. Les personnes promues relèvent en effet peu de la famille des militants politiques que de celle des dirigeants politiques, de sorte que leur lien avec les partis politiques n'apparaissent que comme un souvenir qu'elles rappellent par temps de difficultés.

Il faut changer de paradigme à deux niveaux.

Si le vrai problème est, pour les membres du Parti, l'employabilité et, pour les femmes et hommes d'affaires la capacité à accéder aux marchés publics, la vraie solution est une meilleure organisation du Parti à renforcer les militants et à transformer les opportunités à leur profit.

C'est pourquoi il nous est agréable de vous informer que le Parti prend les dispositions pour être informé de toutes les opportunités créées par le Gouvernement et les milieux d'affaires de notre pays à l'effet d'informer et de former les militants pour mieux affronter les épreuves et autres exigences de sélection.

Si, en outre, le vrai problème est l'identification, la promotion et le suivi des élites du Parti, la vraie solution est de renforcer la banque de données des compétences, de mettre en place un guichet unique au sein du Parti qui reçoit toutes les demandes de promotion des élites afin que le Parti garant de leur compétence et de leur sérieux, les recommande au Gouvernement et assure le suivi de l'accomplissement de la mission.

Nous venons de prendre la décision portant institution et désignation des membres de ce comité d'examen des demandes et remercions les camarades Achille MASOUGBODJI, Odile ATTANASSO, Élise TAMA et David HOUINSA d'accepter d'en assumer la coordination. Le devoir et le rayonnement d'un parti est d'inciter et d'accompagner sa force vive à accéder à un statut et à une compétence professionnels pour gagner une vie et incarner avec dignité la Nation plutôt que de les encourager dans une posture jouissive d'un pouvoir précaire.

Nous le ferons davantage pour vous,

Afin que l'Union se renforce,
Le Progrès se renforce
Le Renouveau s'intensifie

Cotonou, le 18 Septembre 2022

Joseph Fifamin DJOGBENOU